

La bataille de la croissance reste à gagner

En Algérie, la croissance économique a été en moyenne de 3,5% par an durant ces cinq dernières années et, hors hydrocarbures, de 5,5%.

La performance reste insuffisante au regard des ressources importantes qui y ont été injectées même si les pays voisins n'ont pas fait mieux. Mais, ici et là, les facteurs de croissance n'ont pas été les mêmes. Sans aller dans le détail des différences nationales dans la fabrication des richesses, nous pouvons observer que les économistes sont généralement d'accord (et cela ne leur arrive pas souvent) pour reconnaître que la croissance économique est, de manière générale, tirée par quatre facteurs. Et, précisent-ils, cette croissance est d'autant plus forte que ces quatre facteurs jouent ensemble et dans le même temps.

Ces facteurs sont la consommation, l'investissement, les exportations et la dépense publique, c'est-à-dire l'instrument budgétaire.

En Algérie, à quoi est due la croissance économique enregistrée ces dernières années ? Certainement pas à la consommation puisque nous savons tous que nos ménages sont de plus en plus pauvres sous le double effet du chômage et de la détérioration de leur pouvoir d'achat pour ceux qui travaillent.

Même si la consommation des ménages a eu, en moyenne, quelques frémissements ces trois dernières années, elle n'est pas suffisamment importante pour constituer un facteur de croissance.

Est-ce que la croissance de l'économie algérienne est due à

une relance de nos exportations de divers produits industriels, agricoles ou encore de services ?

Mis à part le secteur des hydrocarbures, connecté sur le marché mondial et à faible effet d'entraînement interne, nous savons que les carnets de commandes à l'exportation des entreprises algériennes aussi bien publiques que privées restent dramatiquement légers : quelque 250 millions de dollars d'exportations annuelles de produits manufacturés et agricoles ne constituent assurément pas un moteur de croissance économique.

Dans ce domaine, le retard est considérable et cette question fait problème depuis longtemps.

Est-ce alors l'investissement qui a stimulé la croissance économique, c'est-à-dire cet investissement productif qui est le fait d'entrepreneurs dynamiques encouragés par un climat des affaires favorables ? Cet investissement est, on le sait, bien insuffisant pour fabriquer de la croissance. Selon les dernières données disponibles, le secteur privé aurait investi quelque 500 milliards de dinars ces cinq dernières années, soit 100 milliards de dinars par an, c'est-à-dire quelque 1,3 milliard de dollars.

Les entreprises publiques, quant à elles, se débattent dans des problèmes de déficit financier et de découverts bancaires qui ne leur autorise aucun effort d'investissement.

Il ne reste, pour l'économie algérienne, qu'un moteur (sur quatre) qui fonctionne pour tirer la croissance : la dépense publique, c'est-à-dire l'instrument budgétaire qui, en d'autres temps, afficherait un déficit des

finances publiques abyssal voilé aujourd'hui par des recettes fiscales pétrolières exceptionnelles.

Est-ce que le déficit budgétaire est toujours une mauvaise solution pour relancer la croissance ? Cela dépend de deux facteurs :

1) Existe-t-il d'autres possibilités de financement de la croissance ?

2) Quels effets produit-il sur l'économie réelle ?

S'agissant de la dette publique générée par le déficit budgétaire, si le taux de croissance obtenu par déficit budgétaire est élevé, les recettes fiscales augmentent (car les bénéfices des entreprises augmentent et avec eux, les impôts qu'elles paient), et les possibilités de remboursement de la dette publique s'améliorent.

D'un autre côté, les dépenses sociales versées par l'Etat dans le cadre des transferts sociaux et de l'assurance chômage diminuent, la croissance créant de l'emploi et réduisant le chômage.

De même, les cotisations payées aux caisses d'assurances maladie augmentent avec l'augmentation du nombre de cotisants. Les caisses de retraite améliorent aussi leur situation financière. Le déficit budgétaire qui a servi à relancer la machine va reculer en fin d'exercice.

Si au contraire, le taux de croissance économique obtenu est faible, si, comme disent les économistes, la croissance économique reste molle, c'est-à-dire en deçà des potentialités de l'économie, les recettes fiscales engrangées vont être d'un faible montant et ne couvriront pas les dépenses engagées : le déficit public va augmenter.

Les déficits keynesiens sont



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

donc très utiles pour relancer une machine économique en panne sans réserve, bien entendu, que les conditions institutionnelles et organisationnelles pour obtenir le plus fort taux de croissance possible soient réunies ; pour que le multiplicateur joue pleinement, disent les keynésiens.

La croissance qu'enregistre l'économie algérienne durant cette décennie 2000 est donc à base de dépense publique, rendue possible par une épargne budgétaire significative, elle même générée par un marché pétrolier mondial favorable.

Nous savons que ce marché est volatile et que les réserves d'hydrocarbures de l'Algérie ne sont pas inépuisables et risquent même de se réduire considérablement plutôt que prévu.

Croissance économique coûteuse donc (trop de ressources injectées pour une croissance insuffisante) et éphémère : la croissance retombera dès que l'embellie pétrolière s'amenuise.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Les couloirs parallèles du régime !

Dans une déclaration incendiaire, Louisa Hanoune accuse Ziari, président de l'APN, de vouloir s'accrocher bec et ongles à son siège. Au chapitre des gens qui s'accrochent à leurs sièges...

... j'en connais une autre avec des ongles plus longs que ceux de Ziari

Il faut qu'on me donne le nom de l'architecte qui a fait les plans de la demeure qui abrite le régime. Le gars — ou la nana d'ailleurs — mérite qu'on s'intéresse à lui. Voilà un architecte à l'esprit assez créatif, assez compliqué pour dessiner une maison avec des couloirs dont la spécificité est unique et terrible. Grâce — ou à cause — de la disposition de ces couloirs, les occupants de la maison du régime peuvent ne jamais se rencontrer. Ne riez pas ! Ne criez pas à l'égarement. Je vous jure que c'est vrai. Et je vais vous en donner la preuve : dans cette maison à l'architecture bizarre, étrange et intrigante, des hommes, membres du même régime de bananes qui nous non-gouvernent et chargés du même dossier, ne se rencontrent pourtant jamais ! C'est tout de même inouï ! Le dossier en question, c'est celui des émirs tango, Hattab et El-Para. Tout le monde sait que ces deux frères-là sont emprisonnés par les gens du régime dans la maison du régime. Pourtant, dans cette même maison

du régime, d'autres gens du régime travaillant dans l'aile « justice » de la maison du régime se réunissent, constatent devant huissiers assermentés par le régime l'absence de Hattab et d'El-Para, puis, les jugent et les condamnent à mort par contumace. C'est encore plus inouï. Et personne dans la salle ne se lève pour dire aux juges, aux procureurs, aux huissiers, à la force publique que les deux prévenus ne peuvent être jugés par contumace puisqu'ils se trouvent dans la même grande maison où se tient le procès. Au début, je pensais réellement que les magistrats ne se foudaient pas la rate, n'en foutaient pas une et ne faisaient même pas l'effort d'ordonner une perquisition dans la vaste maison du régime afin d'y dénicher Hassen et Abderrezak. Au début, seulement. Parce qu'ensuite, j'en suis arrivé à la seule explication possible. Une explication d'ordre architectural. D'où la fameuse théorie des couloirs parallèles que j'évoquais au début de la chronique et mon envie de plus en plus furieuse de connaître enfin ce fameux architecte. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Hyperlink" <http://www.tacervellesarrete.blogspot.com>
www.tacervellesarrete.blogspot.com